

01-15

Copies d'information :

M. G. Laurent, Dep. Reg. Rep., Accra
 M. S. Habib Ahmed, BAT, Léopoldville

IL 2/I46 - I964
 Rumania

INFO. COPY

MAR. 13 1964

Action To	Brooks 222
File No.	Reiser

Voyage d'études en matière de
 science des sols : Bucarest,
 du 10 au 19 septembre 1964

Cher Monsieur,

Je vous prie de trouver en annexe quelques exemplaires du texte de l'offre de la FAO se rapportant au voyage d'études dans le domaine de la Science des Sols, cité en référence, et vous serais reconnaissant de bien vouloir nous renvoyer les formules de proposition, dont une trentaine ci-jointe, dûment remplies par un fonctionnaire compétent du Gouvernement et par le candidat, avant le 30 avril prochain au plus tard.

De plus amples détails concernant le voyage d'études sont contenus dans la brochure "Informations générales sur le VIIIème Congrès International de la Science des Sols", qui a été adressée, l'année dernière, aux différents Gouvernements. J'ai tout lieu de croire que la plupart des participants ont été déjà désignés par leur Gouvernement. Il est même probable que leurs noms aient déjà été envoyés à Bucarest. Il n'en demeure pas moins qu'il est indispensable que les propositions de candidature soient présentées à la FAO, comme indiqué ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Ronald Bottrall

Ronald Bottrall

Chef p.i. de la sous-Division des
 Bourses et de la Formation Technique

M. M.D. Chaturvedi
 Expert Conseil pour l'Agriculture
 ONUC
 Boîte Postale 7248
 Léopoldville
 République du Congo

Civops 607/64

6 avril 1964

A: M. A. Succar, Directeur p.i., Bureau de Coordination
économique

DE: M. Reiser, Fonctionnaire chargé des programmes,
Opérations civiles

SUJET: Documents de la FAO

....

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint les documents suivants
regus de la FAO:

- 1) Une invitation à un Cours-Séminaire du Centre international
d'études agricoles de Zurich sous les auspices de la FAO.
- 2) Une invitation au Colloque mondial sur les parasites des
forêts qui aura lieu à Oxford entre les 20 et 30 juillet
1964. Le Gouvernement est prié de désigner les représentants.
Les réponses sont requises au plus tard pour le 1er mai.
- 3) Une invitation à se faire représenter à la neuvième session
du Groupe FAO des céréales qui se tiendra au Siège de la FAO
à Rome, du 14 au 20 mai 1964. Aussi une invitation à se faire
représenter à une session commune du Groupe FAO des céréales
et du Sous-Comité consultatif des problèmes économiques du
riz qui aura lieu immédiatement avant la neuvième session,
c'est-à-dire du 11 au 14 mai 1964, au Siège de la FAO.
- 4) Une invitation à présenter un ou deux candidats pour parti-
ciper à un voyage d'études organisé par les autorités de
l'URSS sur l'emploi des méthodes de sondage en statistiques
agricoles, du 15 juin au 15 août 1964. Une réponse est re-
quise pour le 30 avril.

Je vous saurais gré de bien vouloir transmettre ces documents
au service intéressé du Gouvernement pour les suites nécessaires.

01-15

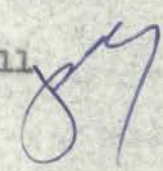
Mr. A. Gilpin, Acting Chief
Civilian Operations

2 April 1964

A. C. Janssen, Chief, FAO Mission
U.K. Aid to the Congo

...
With reference to Mr. Osorio-Tafall's memo. of 20 March requesting proposals for possible implementation under the United Kingdom Technical Assistance Program, I am herewith transmitting a project for the establishment of five regional livestock raising training centers. Another project for farm mechanization centers in selected areas of the Congo should be ready in the next few days.

cc: Messrs. Osorio-Tafall
Brooks
Deceuninck
Dormal
Bonett
Spatrisano
File
Chron.



Proposal for the Establishment of Livestock
Raising Training Centers in five regions of
the Congo (Léopoldville)

Background

A FAO Poultry Raising Training Center was established at Mikondo (near Léopoldville) in early 1962 in co-operation with the Chantiers agricoles de jeunesse. After installation of the necessary demonstration and training facilities courses were started in September 1962 with trainees selected from among students at the Chantier at Mikondo. To date some 160 students have completed the course. Four have been granted fellowships for additional training in the United States. At the beginning of 1964 the existing facilities at the Center have been expanded to include courses in pig raising and vegetable seed production. The activities of the Center are directed and co-ordinated by a FAO expert assisted by four Congolese livestock technicians.

In view of the wide variety in ecological and socio-economic conditions affecting livestock production patterns in the Congo, it is now proposed to set up additional livestock raising training centers outside Léopoldville in which the courses offered would be adapted to the particular problems and conditions prevailing in each region. Where possible trainees who have successfully completed the course at Mikondo would be used to assist the directors of the centers or act as part-time instructors.

Some preliminary indications are given below concerning the estimated cost of five such regional training centers which it is suggested should be located at Coquilhatville (Moyen Congo), Goma (North Kivu), Albertville (North Katanga), Lodja (Sankuru) and Bakwanga (South Kasai).

			<u>Approximate cost</u>
<u>Coquilhatville</u>			
<u>Expert</u>	One (1)		
<u>Livestock</u>	Poultry	2,000 broilers 500 layers	
	Pigs	2 boars 12 sows	
<u>Buildings</u>	Poultry	2	
	Pigs	2	
	Classroom	1	
	Dormitory	1	
			85,000

Approximate cost

Goma

<u>Expert</u>	One (1)		
<u>Livestock</u>	Poultry	2,000 broilers 500 layers	
	Pigs	2 boars 12 sows	
	Beef cattle	1 bull 20 cows	
<u>Buildings</u>	Poultry	2	
	Pigs	2	
	Beef cattle	1	
	Classroom	1	
	Dormitory	1	
		<hr/> 7	\$8,000

<u>Albertville</u>	}	Same as <u>Goma</u>	\$8,000
<u>Lodja</u>			\$8,000
<u>Bakwanga</u>			\$8,000
		TOTAL	<hr/> \$37,000 <hr/>

Explanatory notes

Experts: A total of five experts will be required, one for each center. It is recommended that each expert should have a good working knowledge of French and a general agricultural background, qualifying him to direct all three phases of livestock husbandry, poultry, pigs and beef cattle. Practical experience of livestock raising problems in the developing countries would be an asset.

Estimated cost: The amount of \$37,000, which might be raised to \$40,000 to provide for contingencies, covers the installation and operating costs for a period of 1½ to 2 years. It is envisaged that each of the centers would become self-supporting after two years through the sale of livestock products. Salaries of the experts are not included. Provision for fellowships, say three a year, for each of the regional centers is recommended.

Demonstration stock: An additional building could be constructed at Mikondo to raise day-old chicks to two or three weeks to supply the regional centers. Pigs could be purchased locally or shipped from Mikondo. Beef cattle would be purchased locally.

Land and buildings: It is envisaged that the Provincial Governments would supply the land for the training centers. Buildings would also be provided by the provincial authorities or might be constructed from local materials.

Local staff: Each expert would have one Congolese counterpart who could act as his co-director or general assistant and who would be trained to take over the direction of the center in due course. Some 2 - 4 locally recruited technicians may be needed to assist in teaching courses.

Courses: Each course will run for a period of three months. Three courses a year are proposed with possibly a short summer course.

Students: Each center would provide facilities for up to 30 students in each course.

N° 53/ 06882

Brook 222

Objet :
Projet du développement
de l'élevage au Maindombe.

Z. 61

- TRANSMIS copie pour information à :
- Monsieur le Chef des Opérations Civiles O.N.U.C. (à l'attention de Mr. Brooks).
 - Monsieur le Ministre Provincial de l'Agriculture à INCENSO.
 - Monsieur le Directeur de Service Vétérinaire du Gouvernement Central à LEOPOLVILLE/KALINA.
 - Monsieur le Directeur de la 34
 - Monsieur le Chef de la Mission F.A.O. à LEOPOLVILLE.

A Monsieur le Directeur Provincial
du Plan,
à INCENSO (MAINDOMBE)

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que votre projet n° 48/M.S.h. du Plan du 25 février m'a été communiqué par le Chef des Opérations Civiles de l'O.N.U.C. et a été examiné par mes services.

Il n'a pas été retenu tel quel, mais le Ministère de l'Agriculture du Gouvernement Central a proposé l'inscription au Budget Extraordinaire 1964 d'une ferme d'élevage dotée à la fondation de 250 têtes de gros bétail.

Le financement d'une station de ce genre est repartie sur 10 ans et atteint un total de 92.000 plus 128.000.000.-Fr. Le projet est actuellement à l'examen auprès du Ministère du Plan et du Ministère des Finances.

La superficie de pâturages nécessaires est de 15 à 20.000 têtes aussi faut-il que l'exploitation soit située en paysan.

Un expert de la F.A.O. à plusieurs fois déjà, prospecté la province et il recommande la région de Semendue-Kensie.

Il paraît indiqué de suivre ses avis et en tous cas la région forestière est à exclure.

Un assistant vétérinaire ou agricole de valeur est à prévoir également pour conduire à bien l'entreprise.

LE DIRECTEUR CHIEF DE SERVICE VETERINAIRE
DU GOUVERNEMENT CENTRAL
- CH. NYUNI -

01-15
MR/mtf

Le 28 mars 1964

M. A. Succar, Directeur p.i.,
Bureau de la Coordination économique
James R. Brooks, Chef adjoint des Op. Civ.

Trafic international des animaux et des
produits animaux

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture invite les Directeurs des Services vétérinaires des Etats Membres, à participer à une réunion qui se tiendra en Suisse, du 12 au 17 octobre 1964. Cette réunion permettra aux représentants d'émettre leurs opinions sur les principes de base pour le contrôle du trafic international des animaux et des produits animaux.

..... Je vous fais parvenir ci-joint, une copie de la lettre en question.



FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION
OF THE UNITED NATIONS

INFO. COPY

Telex: 61181 FOODAGRI

Telephone: 5797

Via delle Terme di Caracalla ROME

Cables: FOODAGRI ROME

Ref.

MAR. 23 1963

G/A-107(AN)

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture présente ses compliments et a l'honneur d'adresser une invitation à désigner des représentants à la Réunion FAO/OIE/OMS sur les principes de base pour le contrôle du trafic international des animaux et des produits animaux, qui doit se tenir au Kursaal à Berne, Suisse, du 12 au 17 octobre 1964. Tous les Etats Membres et Membres associés de la FAO sont invités à participer à cette Réunion, dont les débats se dérouleront en anglais, en français et en espagnol.

Depuis quelques années, les principes applicables au trafic international des animaux et des produits animaux ont subi de profonds changements. L'accélération des transports, la réduction de leur coût et l'application de nouvelles méthodes de traitement ont énormément intensifié les échanges internationaux dans ce domaine. Les services vétérinaires de tous les pays importateurs ont dû en conséquence réexaminer les risques inhérents à cet état de choses et considérer de plus près la situation zoo-sanitaire et l'efficacité des mesures de contrôle non seulement dans chaque pays exportateur, mais aussi dans les pays voisins ou associés, qui peuvent constituer des sources indirectes d'infection. La situation s'est encore compliquée avec l'apparition de maladies nouvelles qui, de même qu'un grand nombre des épizooties classiques, subsistant encore, peuvent porter préjudice à l'élevage et à la santé publique dans les pays importateurs, si l'on ne prend pas les précautions voulues.

/...

(3) Son Excellence
le Ministre des Affaires
étrangères
LEOPOLDVILLE

cc:- S.E. le Ministre de l'Agriculture
LEOPOLDVILLE
- Ambassade du Congo, ROME
- The Regional Representative of FAO for
Africa, ACCRA
- The FAO Senior Consultant for Agriculture
in the Republic of the Congo, LEOPOLDVILLE
- The Resident Representative of the UNTAB
and Director of Special Fund Programs in
the Congo (Léopoldville), LEOPOLDVILLE

Tous ces problèmes montrent bien la nécessité de normaliser et d'harmoniser les principes et les mesures appliquées pour réglementer les échanges d'animaux et de produits animaux potentiellement dangereux. Les risques courus doivent être réduits au minimum mais, d'autre part, tout doit être fait pour stimuler les échanges dans l'intérêt du bien-être général.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Office international des épizooties (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prêtent depuis quelques années une grande attention au problème. La Conférence de la FAO et les organes directeurs des deux autres institutions précitées ont vivement appuyé ces activités et, à sa douzième session, la Conférence de la FAO a expressément approuvé la convocation de la présente Réunion, que l'OIE et l'OMS ont officiellement accepté de patronner conjointement. Le Directeur général estime par conséquent opportun de convoquer cette Réunion, pour donner aux services vétérinaires des Etats Membres l'occasion d'exprimer leurs vues et d'émettre des avis concernant l'orientation future des travaux dans cet important domaine.

...

On trouvera ci-joint le projet d'ordre du jour et les notes y relatives. Les délégués qui désireraient soumettre des communications sont priés d'en apporter le nombre voulu d'exemplaires (150 en anglais, 100 en français et 100 en espagnol, étant donné qu'il ne sera pas possible de reproduire les documents pendant la Réunion. S'ils ne peuvent en fournir la traduction intégrale, un bref résumé suffira.

Les délégations nationales devraient, si possible, comprendre le Directeur des services vétérinaires. Les frais de voyage et de subsistance des délégués sont à la charge de leur gouvernement.

Les gouvernements sont invités à faire savoir au Directeur général, d'ici le 15 juillet 1964, s'ils entendent se faire représenter à la Réunion, et, dans l'affirmative, à indiquer le nom et l'adresse de leur(s) représentant(s), car il est indispensable de savoir suffisamment à l'avance si la participation des gouvernements sera suffisante pour justifier l'organisation de la Réunion. D'autre part, l'annulation de celle-ci à une date ultérieure entraînerait tant pour le pays hôte que pour l'Organisation des inconvénients considérables et des frais superflus. En conséquence, le Directeur général sera très reconnaissant aux gouvernements de bien vouloir lui apporter leur collaboration à cet égard.

A large, stylized handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a central vertical stroke.

REUNION FAO/OIE/OMS
SUR LES PRINCIPES DE BASE
POUR LE CONTROLE DU TRAFIC INTERNATIONAL
DES ANIMAUX ET DES PRODUITS ANIMAUX

Berne - Suisse

12 - 17 octobre 1964

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Allocutions d'ouverture.
2. Travaux déjà effectués ou entrepris en vue de standardiser et d'harmoniser les réglementations sur l'importation et l'exportation.
3. Problèmes de base conditionnant la promulgation et l'application des lois et réglementations.
4. Standardisation et harmonisation des réglementations ou des critères concernant l'importation et l'exportation:
 - a) des animaux et du sperme;
 - b) de la viande et des autres produits animaux;
 - c) des poissons et des autres produits de la pêche;
 - d) des autres véhicules éventuels de contagion, comprenant notamment les produits agricoles, pouvant jouer un rôle dans la propagation des maladies animales ou des zoonoses chez l'homme; et
 - e) les transports internationaux.
5. Rôle futur des organisations internationales et de tout nouvel organisme dont la formation pourrait être proposée.
6. Conclusions et recommandations.

COMMENTAIRES
SUR L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE
DE LA CONFERENCE FAO/OIE/OMS
SUR LES PRINCIPES DE BASE POUR LE CONTROLE
DU TRAFIC INTERNATIONAL DES ANIMAUX ET DES PRODUITS ANIMAUX

devant se tenir à Berne - Suisse

du 12 au 17 octobre 1964

Note: Pour les besoins de la Conférence, le terme "animaux" comprend toutes les espèces d'animaux (mammifères, oiseaux, poissons, reptiles, etc.) pouvant faire l'objet d'un commerce international, que ces différentes espèces soient destinées à la consommation, à l'élevage, à des jardins zoologiques, à la chasse, ou à l'agrément domestique. De même, le terme "produits animaux" englobe les produits provenant de toutes les espèces animales telles qu'elles sont définies ci-dessus, tandis que l'expression "autres véhicules éventuels de la contagion" comprend les autres produits agricoles et plus généralement les objets quelconques et les personnes qui peuvent servir de véhicules à la contagion et propager ainsi les maladies d'un pays à l'autre.

1. Allocution d'ouverture

Un représentant du pays-hôte prononcera une allocution de bienvenue.

Les représentants de la FAO, de l'OIE et de l'OMS, qui parrainent la Conférence, exposeront, dans le cadre des attributions respectives de leurs organisations, les objectifs poursuivis par la Conférence.

2. Travaux déjà effectués et entrepris en vue de standardiser et d'harmoniser les réglementations sur l'importation et l'exportation

L'Office international des épizooties (OIE), qui a pour l'une de ses activités statutaires principales l'étude de la législation zoo-sanitaire internationale, a effectué depuis 1927 un travail considérable dans ce domaine.

En outre, une Commission permanente de l'OIE a été spécialement chargée depuis 1960 de l'étude des problèmes posés par l'harmonisation des réglementations sanitaires sur l'importation et l'exportation des animaux et des produits animaux.

La FAO a également travaillé activement dans ce domaine depuis sa création en 1947. Par l'intermédiaire de conseillers de la santé animale, elle a aidé, sur le plan régional et sur le plan national, de nombreux pays et organismes à établir et à améliorer les réglementations sanitaires et à développer les modalités d'application de celles-ci.

En même temps, une importante collection de lois et de réglementations agricoles a été constituée en son Siège par la Section des Etudes législatives, qui rédige également des bulletins périodiques sur les législations nouvelles mises en vigueur dans le monde entier. Cette Section collabore régulièrement avec la Sous-Division de la Santé animale pour effectuer l'analyse des réglementations en Amérique Latine, en Afrique et en Asie; les résultats de cette étude seront présentés comme documents de travail pour la Conférence.

/...

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation panaméricaine de la santé (PAWO) ont effectué un travail similaire à celui accompli à la fois par l'OIE et la FAO en matière de réglementations, en rapport avec la protection de la santé humaine.

Plus récemment, la Communauté économique européenne (CEE) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ont effectué des enquêtes sur la législation de leurs pays membres ayant pour objectif l'harmonisation des réglementations concernant le commerce des animaux vivants, de la viande et des autres produits en cause. Sur la base des informations recueillies, ces Organisations préparent des projets de réglementations et des standards techniques pouvant être mis en application par leurs pays membres dans le commerce existant entre ces pays.

Chacune de ces Organisations pourra préparer des documents de travail faisant la synthèse de leurs activités respectives en la matière. Ces documents seront distribués avant la Conférence. Les sommaires et les conclusions de ces documents de travail pourront servir utilement de base aux travaux de la Conférence.

3. Problèmes de base à résoudre dans la promulgation et l'application des lois et réglementations

Il serait souhaitable qu'ayant pris connaissance de l'ordre du jour provisoire de la Conférence, les autorités vétérinaires intéressées dans chaque pays veuillent bien préparer des exposés ou des rapports sur tel ou tel point inscrit à l'ordre du jour, devant être distribués avant la Conférence.

Les autorités vétérinaires intéressées souhaiteront certainement présenter leurs propres points de vue sur les difficultés qu'elles rencontrent pour préparer des lois et des réglementations appropriées, procurant une protection adéquate contre la propagation des maladies, ainsi que pour s'assurer qu'elles sont correctement appliquées dans les pays importateurs et exportateurs, de même que pendant l'acheminement des animaux et des autres produits en cause.

Ces autorités pourront aussi souhaiter décrire les incidences économiques, favorables ou défavorables, des contrôles actuellement en vigueur, afin que l'on puisse tenter d'établir la nature véritable des rapports existant entre les facteurs de la santé animale et l'importance économique et sociale que présentent les animaux dans chaque pays et dans les différentes régions.

Les observateurs des Organisations internationales intéressées au fonctionnement des transports internationaux seront priés de commenter les difficultés rencontrées par les compagnies de transport en essayant de se conformer aux réglementations, ainsi que les conséquences pratiques de toute proposition nouvelle pouvant surgir des discussions.

/...

4. Standardisation et harmonisation des réglementations ou des critères à mettre en oeuvre

Pour les besoins de la Conférence, la "standardisation" devrait être considérée comme une tentative de définir les standards techniques sur lesquels sont basées les réglementations, tandis que l'"harmonisation" devrait être considérée comme une tentative d'uniformiser, aussi bien dans leur esprit que dans leurs modalités d'application, les réglementations actuellement en vigueur dans des groupes de pays qui ont des intérêts communs.

Il sera naturellement impossible d'élaborer pendant la Conférence des projets de réglementations ou de critères standards, mais on espère que les discussions qui auront lieu permettront d'aboutir à une compréhension meilleure des limites dans lesquelles la standardisation ou l'harmonisation des réglementations sur les animaux et les produits animaux serait souhaitable, et des moyens par lesquels cela pourrait être réalisé. Les délégations des pays pourront désirer soumettre des rapports sur ce point.

En ce qui concerne les animaux et le sperme, l'identification, l'inspection, les certificats de santé et les mesures prises pour l'expédition devront être étudiés.

En ce qui concerne la viande et les autres produits animaux, les règles nationales d'inspection et de contrôle de la viande et des produits de transformation de la viande devront être prises en considération, tandis que dans les cas des produits agricoles et autres matériels la signification réelle d'une contamination possible devra être étudiée, afin de savoir lesquels de ces produits doivent être soumis à des réglementations.

Les problèmes pratiques du transport devront être étudiés en général au point 3 de l'ordre du jour, mais il conviendra de les examiner en détail en ce qui concerne la nécessité d'un contrôle et d'une désinfection dans les ports ou dans les aéroports, etc.

5. Rôle futur des Organisations internationales et de tout nouvel organisme d'études dont l'établissement pourrait être proposé

Un des objectifs importants de la Conférence sera de promouvoir une coordination plus étroite des travaux en voie de réalisation et à l'état de projet par les différentes organisations intéressées. La Conférence pourra également envisager l'opportunité de constituer un groupe d'experts qui serait chargé de poursuivre à titre permanent l'étude des critères et des standards techniques sur lesquels les législations pourraient être basées, ou de prendre toute autre mesure que la Conférence jugera nécessaire.

Attendu qu'il ne serait pas possible d'élaborer des projets de réglementations applicables à l'échelle mondiale, la Conférence pourra également examiner la formation - dans le cas où ils n'existeraient pas déjà - de sous-groupes régionaux d'experts chargés d'étudier les besoins particuliers en réglementations des différentes régions ainsi que les modalités de l'application éventuelle de réglementations uniformes à des groupes de pays qui ont à résoudre des problèmes communs.

/...

Le besoin de coordonner les activités dans ce domaine est souligné davantage encore par le programme de standardisation alimentaire entrepris par la Commission conjointe FAO/WHO du Codex alimentarius, en particulier grâce à deux de ses Comités d'experts organisés respectivement par les Etats-Unis (Hygiène) et la République fédérale d'Allemagne (Viande et produits carnés).

6. Conclusions et recommandations

La discussion des thèmes énumérés dans cet ordre du jour aboutira à l'élaboration d'un certain nombre de conclusions et de recommandations importantes, qui faciliteront la tâche des Organisations et des pays intéressés.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

MAR 31 1964
ACTION

INTER-OFFICE MEMORANDUM

*Noted.
acc.
1/4*

To: Mr. B. F. Osorio Tafall
Chief, Civilian Operations

From: A. C. Janssen, Chief, FAO Mission

Subject: Mr. P. FOSTER

Date: 28 March 1964

TO	Osorio-Tafall 3/4
1	
2	Brooks 222
3	
<input type="checkbox"/> - Action required	
<input type="checkbox"/> - No Action Required	
INITIALS	

Reference is made to your memorandum to Mr. Schoellkopf of 26 March concerning Mr. Foster, of which you kindly sent me a copy. Since I would not like any misunderstandings to arise about this matter I feel I should draw your attention to the following.

First, it is hardly correct to state that "since 1 January 1964 Mr. Foster has been working at the FAO Mission Office". I understand from my colleagues that during this period Mr. Foster had his office at the Royal and worked only intermittently at the FAO Mission. This information is borne out by my own observations during the last three weeks.

The second point is that as you will no doubt appreciate the FAO Country Representative cannot commit the Organization to any arrangements regarding grade and salary level or special arrangements connected with inter-agency transfers. These are matters that require decisions from Personnel Branch, FAO Headquarters. All I have been able to do in the case now under consideration is, as agreed in my conversation with Mr. Brooks earlier this week, to report to Personnel Branch the request for retroactivity of Mr. Foster's appointment and the circumstances of the case as I knew them. I have further asked Personnel Branch to contact your Personnel Office direct in order to have any additional information necessary.

cc: Messrs. Brooks
Schoellkopf
Gobert, FAO, Rome
Foster
File
Chron.

01-15

Dr
✓

CivOps 540/54

26 March 1964

To : Mr. J. Schnellkopf, Chief of Civilian Personnel
From : B.F. Dennis-Tafall, Chief, Civilian Operations
Subject : Your memo on Mr. Peter Foster

Thanks for your memo of 26 March 1964 on Mr. Peter Foster. Mr. Foster has been assigned to the Civilian Operations as Programme Officer since 26 April 1963. Mr. Foster, on the basis of a verbal agreement between the Chief of Civilian Operations and the FAO Country Representative, was transferred to the FAO Mission in Leopoldville. Since 1 January 1964, Mr. Foster has been working at the FAO Mission office. In other words, since the indicated date Mr. Foster has not been performing his functions of Programme Officer for the Civilian Operations. It is only logical that the salary of Mr. Foster should be charged to the FAO budget with effect from 1 January 1964. In the case that the FAO Country Representative is not agreeable to this reasonable request, Mr. Foster should be instructed to report immediately for duty at the Civilian Operations and the period he has been absent from his duty should be charged to his annual leave. Furthermore an investigation should be started, as early as possible, to find out who is responsible for this anomaly.

cc: Mr. A.C. Jorgensen, Chief, FAO Mission
Mr. P. Foster

01-15
Registry
8th April, 1964. a/iv

To: Mr. John M. Saunders, Deputy Chief Administrative Officer.
From: Peter Foster, Programme Officer.

Subject: Notes on my liaison activities with the FAO Mission.

I joined the staff of Civilian Operations on the 28th of April, 1963 as a result of correspondence with Mr. Godfrey K.J. Amachree who was then the Under Secretary for the Civilian Operation in the Congo. I was given to understand that, as I am an agronomist with many years agricultural experience in tropical Africa, a part of my duties would be in liaison with the FAO Mission. I have been programming for and have been in constant liaison with the FAO Mission and have been dealing with agricultural matters, which have been referred to Civilian Operations, since my arrival.

I visited North Katanga between the 23rd of October and the 18th of November, 1963 to carry out a survey of United Nations projects, largely appertaining to agriculture and fisheries, ^{Luvuvu} and to the Boma, Seke-Banza and Songololo Districts of Kongo Central in the company of Mr. J. Bonett, FAO expert, between the 29th of February and the 7th of March, 1964 on an agricultural survey. ONUC travel authorization forms were issued to me for both these journeys with the authority of Mr. James Brooks and the Chief of the FAO Mission. As I have been asked to join the FAO Mission in the Congo I have been understudying Mr. Bonett with the possibility of taking over his duties when he goes on leave. I have made several daily journeys with him and Ministry of Agriculture officials on agricultural extension work in the Kongo Central and Kwango and have visited all the FAO projects and institutions in the Leopoldville area and the Luvanium University and farm several times and I have attended all their official functions. In addition, when not otherwise occupied, I have been studying agricultural production and techniques in the Congo and I am preparing material for a cattle ranching project. However, I have not been able to join the FAO Mission officially because clearance from the Prime Minister's office for my appointment as a Provincial Agricultural Adviser was only approved on the 7th of March, 1964 and I have not yet received an offer of appointment from FAO Rome. For that reason I have not been given a desk in the Ministry of Agriculture and also there is no room in the FAO offices - Mr. Bonett's office is occupied by four experts. During the whole period I have retained an office in the Royal and I have been responsible to Mr. James Brooks.

My contract with Civilian Operations expires on the 27th of April. I came to the Congo as soon as I possibly could from the Northern Transvaal at Mr. Amachree's request and gave up the leave which I had planned in the United Kingdom. I have now been in tropical Africa almost four years without a break and I wish to depart for annual leave in Britain on the 28th of April. Also, it was necessary for my wife to return home for medical reasons and I wish to visit her and there are other impelling personal family matters in England to which I must attend. I cannot return to my place

of recruitment, as the rules require, as I have no re-entry permit to the Republic of South Africa and no reason for going there - having been in the Norther Transvaal on a temporary assignment. I wish to return my wife's personal belongings and other valuable household effects to the United Kingdom by sea and I should be grateful if Personnel could be asked to allow me to despatch these items through the facilities of the Travel Department and charge me with any costs over and above my entitlement. I have already purchased my air ticket from Leopoldville to London.

John Lister

01-15

Attachments sent by River Officer
to Succar

MR/mtf

Civops 547/64

Le 27 Mars 1964

M. A. Succar, Directeur p.i.
Bureau de la coordination économique
James R. Brooks, Chef adjoint des Cp. Civ.
Réunion internationale sur l'enseignement
professionnel en laiterie

....

Vous trouverez ci-joint une lettre du
Directeur général de la FAO concernant le chan-
gement de date de la séance de la Réunion inter-
nationale sur l'enseignement professionnel en
laiterie.

Je vous serais reconnaissant de bien vou-
loir transmettre cette information aux services
intéressés.

01-15
MR/ntf

L. 153/64

27 March 1964

Mr. W. R. Leonard, Director, Bureau of
Technical Assistance Operations

B.F. Osorio-Tafall, Chief, Civilian Operations

Revised budget of FAO

I am happy to be able to inform you that the Prime Minister has agreed to the revised programme and budget of the FAO for Agriculture, Project 01-15 which was prepared by Mr. Chaturvedi, the principal adviser of the FAO.

This programme replaces the earlier one prepared in September 1963 which figures in "The Programme of Technical Assistance for 1964-1965".

.... Please find attached two copies of the revised budget.

Léopoldville, le 31 décembre 1963

BUDGET REVISE - 1964

Prière de se référer au document intitulé "Programme et Budget 1964/65 - Projet No 39-61-15 - Services consultatifs, d'exécution et de formation dans le domaine de l'agriculture".

1. Le présent budget est basé sur les recommandations de la Mission Janssen ainsi que sur le Programme National du Ministère de l'Agriculture. Il a été examiné par le Bureau de la coordination économique et approuvé par le Premier Ministre.

2. En résumé, le projet de budget pour 1964/65 prévoyait l'emploi de 94 experts. Le financement de leurs services a été estimé à 1,995,000 dollars, dont 775,500 dollars devaient être réglés en francs congolais.

3. Conformément aux instructions reçues de New York, le montant des devises prévu au budget de 1964 a dû être réduit à 562,500 dollars, soit la valeur de la contribution du Gouvernement congolais au "Fonds pour le Congo", à titre de Trust Funds spécialement affectés à l'agriculture. Le Gouvernement congolais a également promis de fournir des fonds en francs congolais. En outre, quatre postes ont été prévus au titre du Programme élargi d'assistance technique (PEAT). Le financement de ces postes, qui s'élève à 75,000 dollars, a été pris en considération dans le budget révisé.

4. Un modeste projet prévoyant des postes clés dans le domaine du développement agricole peut encore être financé au moyen des fonds limités dont il est fait mention ci-dessus. Un tel projet pourrait servir de base pour la mise en oeuvre du programme de rétablissement agricole, si d'autres fonds sont disponibles.

5. Le budget révisé prévu pour 1964 est le suivant:

1. POSTES CONSULTATIFS: 4 - Financés au titre de P.E.A.T.

1. Conseiller principal (Chaturvedi)
2. Assistant Conseiller (Dupuy)
(Coopératives et Liaison)
3. Expert en matière de développement (Bonett)
4. Expert en matière de commercialisation (Visser)

Note: Ces quatre postes sont inclus dans le budget révisé pour qu'on puisse disposer annuellement de la contre-valeur en francs congolais de 6,000 dollars par poste.

II. POSTES DE FORMATION: 5 -

- Ingénieur agricole (Wiget)
(Centres de formation pour mécaniciens agricoles)
- Expert en élevage et en production animale. (Spatrisano)
(Centre d'aviculture et d'élevage de porcs)

Note: Par ailleurs, nous disposons chaque année de trois professeurs français dont les traitements sont versés par le Gouvernement français. Les Nations Unies ne paient - au titre du projet 01-07 - que leurs frais de voyage et leurs indemnités de subsistance en mission. Ces professeurs sont affectés au Congo par le Bureau pour le développement de la production agricole (B.D.P.A.). Ils sont chargés d'un cours annuel d'une durée de 4 mois pour la formation d'Assistants agricoles.

III. POSTES D'EXECUTION: 30 (dont 17 sont pourvus et 13 vacants)

a) Ministère central: 4 postes (dont 1 est pourvu et 3 vacants)

Coordination (Experts pour les provinces)	1 (vacant)
Recherche et enseignement	1 (Jeannin)
Statistiques agricoles	1 (vacant)
Conseiller financier	1 (vacant) (+)

b) Conseillers provinciaux: (Agronomes): 12 postes (dont 4 pourvus et 8 vacants)

Kongo central	1 (Oldenhove)
Kwilu-Kwango	1 (vacant)
Ubangi	1 (vacant)
Ituri	1 (vacant)
Haut-Congo	1 (Facelina)
Nord Kivu	1 (Brimeyer)
Kivu central	1 (Taton)
Nord-Katanga	1 (vacant)
Sud-Katanga	1 (vacant)
Luluabourg	1 (vacant)
Uele	1 (vacant)
Sud-Kasai	1 (vacant)

c) Production animale et médecine vétérinaire: 6 postes (tous pourvus)

Léopoldville	1 (Dormal) Laboratoire pour la fabrication des vaccins)
Haut-Congo	1 (Garzon)
Ituri	1 (Hauguard)
Butembo	1 (Martinez-Delicado)

(+) Ce poste a fait l'objet d'une demande spéciale du Ministère.

Elisabethville 1 (Jozierski)
Laboratoire pour la fabrication
des vaccins.

Kivu Central 1 (Auguadra)

d) Expert provincial en matière sylviculture: 5 postes (tous pourvus)

Léopoldville 1 (Müller)

Ubangi 1 (Delphin)

Kivu central 1 (Moyaux)

Uele 1 (Linden)

Kongo Central 1 (Jankovic)

e) Agronomes: (spécialistes) : 3 postes (dont 1 pourvu et 2 vacants)

Pêche 1 (vacant)

Café 1 (Copsey)

Thé 1 (vacant)

RECAPITULATION

I. Postes consultatifs (P.E.A.T.) 4

II. Postes de formation 5

III. Postes d'exécution

a) Ministère central 4

b) Conseillers provin-
ciaux 12

c) Production animale
et médecinevétéri-
naire 6

d) Conseillers provin-
ciaux en sylviculture 5

e) Agronomes (spécialis-
tes) 3 30

Total: 39

6. Aucune somme n'a été prévue pour les trois professeurs français, sauf en ce qui concerne leurs frais de voyage et leurs indemnités de subsistance qui sont réglés au titre du projet 01-07.

7. Les dépenses afférentes aux 36 postes restants pour 1964 sont les suivantes:

	<u>Dollars</u>	<u>Montants exprimés en dollars et payables en F.C.</u>	<u>Total Dollars</u>
Traitements et allocations (+)	540,000	216,000	756,000
Matériel et fournitures (++)	8,000	8,000	16,000
Entretien et carburant des véhicules	-	180,000	180,000
Voyages aériens à l'intérieur du Congo	-	25,000	25,000
Semences et outillage individuel	10,000	15,000	25,000
Land Rovers (8)	24,000	-	24,000
Vaccins, produits chimiques et autres dépenses	6,500	3,500	10,000
Réserve pour spécialistes (+++)	<u>15,000</u>	<u>12,000</u>	<u>27,000</u>
	603,500	459,500	1,063,000

Notes:

(+) Le coût annuel des services a été évalué en moyenne à 15,000 dollars par expert. Ce montant comprend les frais de rapatriement ainsi que la contrevaletur en francs congolais de 6,000 dollars par an et par expert. Toute dépense excédentaire sera amplement compensée grâce aux économies réalisées par suite de retards dans le recrutement des experts qui doivent occuper les postes suivants.

(++) - Y compris les fournitures de camp et de bureau.

(+++)- Réserves en cas de besoin imprévu de spécialistes.

8. Les fonds prévus en matière d'appui administratif se répartissent comme suit:

A. Coordination et administration des programmes

		<u>Dollars</u>	<u>F.C.</u>
1	préposé aux travaux généraux	8,000.	384.000.
1	secrétaire G-4/ VI	8,000.	384,000.
1	secrétaire FSL-3/IV	8,000.	384,000.
1	commis chargé du classement(LNC) L-5/V	2,000.	104,000.
3	chauffeurs L-3		234,000.
1	messager L-2/3		74,000.

B. Services d'Exécution

1	commis dactylographe L-5/II		175,000.
1	commis dactylographe L-5/III		183,000.

TOTAL	26,000.	1,922,000. F.C.
		ou
		30,000. dollars

9. Les fonds suivants sont affectés aux projets de formation:

	<u>Dollars</u> <u>des E-U</u>	<u>Francs</u> <u>congolais</u>	<u>Total</u> <u>dollars</u>
01-04 Centre de formation pour mécaniciens agricoles	2.000.	43.400.	45.400.
01-07 Formation accélérée d'assistants agricoles	3.000.	23.000.	26.000.
01-11 Centre d'Aviculture et d'Elevage de porcs	<u>3.000.</u>	<u>33.100.</u>	<u>36.100.</u>
TOTAL	8.000.	99.500.	107.500.

10. Le montant total du budget prévu pour 1964 est réparti comme suit:

	<u>Dollars</u>	<u>Montants en dollars payables en F.C.</u>	<u>Total dollars</u>
(i) Services	603.500.	459.500.	1,063.000
(ii) Administration	26.000.	30.000.	56.000.
(iii) Formation	8.000.	99.500.	107.500.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	637.500.	589.000.	1,226.500.
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

11. Comme on peut le constater du décompte ci-dessus, les fonds requis en devises s'élèvent à 637,500 dollars. Après déduction du montant de 75.000 dollars fourni au titre du Programme élargi d'assistance technique, il reste 562,500 dollars qui correspondent au montant remis par le Gouvernement congolais à titre de Trust Funds.

12. A ce propos, nous attirons l'attention sur la lettre No TAB/CM/1462 du 11 novembre 1963 au sujet du programme et des dispositions financières relatives au Programme d'Assistance au Congo, ainsi que sur le document TAB/CM/1462 du 7 novembre 1963 adressé à M. S.H. Ahmed - dont copie a été envoyée à toutes les institutions de l'ONU. Le Gouvernement congolais a soumis au Directeur de la Division des Programmes du Bureau de l'Assistance technique le projet de réformation suivant concernant les fonds fournis au titre du PEAT:

	<u>Dollars</u>
4 Experts	55,890.
Matériel et fournitures	19,000
	<hr/>
	74,890
	<hr/>

M.D. CHATURVEDI
Chef de la Mission de la FAO.

01-15

Civops 540/64

26 March 1964

To : Mr. J. Schoelkopf, Chief of Civilian Personnel
From : H.F. Gossio-Tefall, Chief, Civilian Operations
Subject : Your memo on Mr. Peter Foster

Thanks for your memo of 26 March 1964 on Mr. Peter Foster. Mr. Foster has been assigned to the Civilian Operations as Programme Officer since 28 April 1963. Mr. Foster, on the basis of a verbal agreement between the Chief of Civilian Operations and the FAO Country Representative, was transferred to the FAO Mission in Leopoldville. Since 1 January 1964, Mr. Foster has been working at the FAO Mission office. In other words, since the indicated date Mr. Foster has not been performing his functions of Programme Officer for the Civilian Operations. It is only logical that the salary of Mr. Foster should be charged to the FAO budget with effect from 1 January 1964. In the case that the FAO Country Representative is not agreeable to this reasonable request, Mr. Foster should be instructed to report immediately for duty at the Civilian Operations and the period he has been absent from his duty should be charged to his annual leave. Furthermore an investigation should be started, as early as possible, to find out who is responsible for this anomaly.

cc: Mr. A.L. Janssen, Chief, FAO Mission
Mr. P. Foster



01-15
81

INTER-OFFICE MEMORANDUM

To: Mr. B.F. Oserio Tafall, Chief Civ. Operations Date: 25 March 1964
From: A.C. Janssen, Chief F.A.O. Mission
Subject: Cattle disease control

Please find enclosed copie of a letter from Dr. Kesteven,
Director, Animal Production and Health Division, F.A.O., Rome.

It brings an answer to your memo of 24 March, 1964 with enclosure.

MAR 25 1964
ACTION

TO:	Oserio Tafall 2/4
1	Brook 2/22
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Not needed
<input type="checkbox"/>	Answered
<input type="checkbox"/>	No Action required
INITIALS	

Dear Mr. Richardot,

Thank you for your letter of 7 March and enclosure. The document attached to your letter has been studied in great detail in our Animal Health Branch, paying particular attention to the animal health problem raised. I feel that some corrections should be made in the picture drawn by the Minister of Animal Industry, Game and Fisheries of Uganda in that document.

I shall not deal here with the problems raised by the presence of so many refugees from Twanda. I think that the two questions should be considered separately.

It is true that the Veterinary Services in the provinces of the Congo bordering the western frontier of Uganda have been very weak in the last few years. However, I should like to draw attention to the fact that at least 4 expatriate veterinarians were present in the former "Province Orientale" of the Congo during recent years. One of them is our veterinary expert Dr. Haugaard, who is stationed in Bunia where he has been able to enlist the full cooperation of the local veterinary service. We have no report nor any indication at all of the presence of any epizootic disease of livestock in that area of the Congo. We are always very much concerned of seeing such an epizootic develop in that region. I should like to point out, though, that it could as well find its origin in the Southern part of the Sudan or even in Uganda itself.

There have been some outbreaks of rabies which have not been satisfactorily controlled. However, I believe that the position has now changed and in this respect due credit should be given to the help offered by Uganda to the Congo in the form of vaccine.

With respect to contagious bovine pleuropneumonia, we believe that the Southern Sudan represents a far greater potential danger than the Congo where this disease has not been reported. I think that we should not consider the latter question at the moment.

Mr. Jean B. Richardot
TAB Representative in Uganda
P.O. Box 4046
Kampala, Uganda.

We have been informed by Dr. Haugaard of the gift of 300,000 doses of rinderpest tissue culture vaccine and of 10,000 doses of rabies vaccine to the eastern provinces of the Congo. We cannot help being surprised that no acknowledgement was ever given by the Congo to Uganda but I feel that this is a matter between these two countries and I am quite sure that Dr. Haugaard recommended that such acknowledgement be given.

Coming now to the problem of the proper use of these vaccines, I can inform you that all steps have been taken by Dr. Haugaard to ensure that this is properly done. Dr. Haugaard has also reported to us that he was expecting new vehicles to be put at the disposal of the veterinary service in Bunia for that campaign. We are fully confident that Haugaard will make a success of the campaign and, in fact, 40,000 cattle have already been vaccinated in February 1964 in the region North of Kerekere (northeastern corner of the Congo).

With reference to the statement by the Minister of the origin of drugs (page 2 of the records), it looks to us as if there were some confusion. It should be kept in mind that no rinderpest vaccine has ever been produced in the USA. The reference to the resistance of cattle owners to the use of such a vaccine is thus irrelevant. Rinderpest vaccine has been produced in Muguga (EAVRO) since a number of years and we believe that it has good immunising qualities.

The position with regard to the rabies vaccine is different in that this vaccine is usually bought in the United States from one or another large commercial organisation and we have no indication that such a vaccine is being produced at EAVRO.

Coming now to the subject of technical staff, I think that it cannot be said that the Congo has no staff to undertake the vaccination campaign. In fact, and according to Dr. Haugaard's last report, these campaigns have already started. In this respect I have noted that the discussion recorded in the document attached to your letter took place on 30 January 1964. Since then, many things have changed both in Uganda and in the Congo. Considering the overall principles involved, I firmly believe that Uganda's gesture towards the Congo is very gratifying and I am quite sure that the Congolese fully appreciate the gift they have received. It is indeed rewarding to note how fruitful such a bilateral cooperation could be in Africa today. We fully agree with the statement made during these discussions that disease control on an international basis is required, especially in connection with the great epizootics. We appreciate how generous Uganda has been but it should also be kept in mind that fighting these diseases outside its borders is considerably less expensive than doing it on its own territory. I would not think that at present any steps can be taken to reimburse Uganda of the expenses incurred in that respect.

I trust that this lengthy reply will help you to make a more critical assessment of the position and I will endeavour to keep you posted on further developments in relation with animal health matters in Eastern Congo.

Yours sincerely,

for K.V.L. Kesteven
Director, An. Prod. & Health Div.

01-15
MR/mtf

Civops 538/64

25 March 1964

Mr. J. Schoellkopf, Chief of Personnel
James R. Brooks, Deputy Chief, Civops.
Mr. Hebert Peck

.... Please find enclosed letter from Minister of Agriculture and letters from Fonction Publique and Ministry of Education Nationale concerning Mr. Peck's recruitment by PAO.

Since this candidate has been accepted by PAO and has strong support from the Government for recruitment, I would be grateful if you would present this candidate to the Prime Minister's office for approval.

Mr. Peck's post will be financed from Funds in Trust.

Ref: Civops 536/64

25 March 1964

To: Mr. A.C. Janssen
Chief, FAO Mission

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Pig-raising Project

.... I was visited to-day by Mr. Noorani of Simexco, whose card is attached, who discussed a project for pig-raising which he seeks to carry out.

It appears that Mr. Spatresano, UN expert with FAO, is familiar with the project. I suggested that the project be discussed with you, and if considered feasible, you would help in presenting it to the Ministry of Agriculture for approval. The principal need of the entrepreneurs will be import licences for breeding stock and feed. These can be provided on a special licence basis by application to the appropriate Ministry and the Conseil Monétaire.



FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION
OF THE UNITED NATIONS

01-15
T 24012

Via delle Terme di Caracalla ROME

Cables: FOODAGRI ROME

Telex: 51191 FOODAGRI

Telephone: 5797

FN 9/2 TF.104
Ref. DPT-98-CA

23/3/64
T

Dear Mr Ocorio-Tafall,

I wish to acknowledge receipt of your letter of 11 March 1964. It would appear from our conversations with Mr Trisciuzzi, who visited Rome last week, that you have not received my letter to Mr Ahmed of 17 February 1964, and I therefore sent you a copy of it on 13 March.

As regards paragraph 1 of your letter, the sub-allotments referred to were not attached. Since, at any rate, we have received the full amount of \$562,500., which is administered by us as a Fund held in trust, there would appear to be no necessity for you to send us such sub-allotments.

I understand from Mr Trisciuzzi and have noted that the words "Other Services" in para.3 should read "Other Sources". I trust that if further funds become available, they will be remitted to us in order that we may revise our budget for the Trust Fund accordingly.

I have taken note of your requirements under para.4 and shall be guided thereby in the preparation of my quarterly accounting statements.

I am not sure as to what type of expenditure you will incur locally in hard currency on behalf of the Trust Fund and shall be grateful for your further explanation. At any rate, I am certain that you will agree that - from a budgetary control point of view - no hard currency expenditure should be incurred against the Trust Fund unless prior clearance from this Headquarters has been obtained. I understand that Mr Oliver has written to Mr Janssen on the same subject.

Please reply to our letter of 17 February 1964 to Mr Ahmed, since you have not yet fully dealt with the points raised in our paragraph 3.

Yours sincerely,

W. K. Kudie
Director, Division of Finance

Mr B.P. Ocorio-Tafall
Chief of Civilian Operations, ONUC
Boite Postale 7248
Leopoldville, Republic of the Congo

cc: Mr A.C. Janssen, ONUC, Leopoldville.

CivOps 495/64

20 March 1964

Mr. A.C.Janssen, Chief FAO Mission
B.F.Gsorio-Tefall, Chief, Civilian Operations
United Kingdom Aid to the Congo

1. There is a possibility that the United Kingdom Department of Technical Cooperation will contribute to the United Nations programmes in the Congo, assisting in the implementation of a number of projects.

2. I have been requested by his Excellency, the Ambassador of the United Kingdom in Leopoldville to prepare a list of possible projects for consideration by his Government. It may be that FAO projects such as (i) Farm Mechanics Training Centre; (ii) Poultry Training Centre; and (iii) Improved Seed Production Centre, might be expanded with United Kingdom assistance. In such a case the experts presently assigned to those projects under our various programmes would be charged to this additional United Kingdom contribution and the money released could be utilised by you for other posts.

3. If you are agreeable I would like to receive from you a summary description of each of the projects selected by you including, number of experts, fellowships, equipment and supplies, and the estimated cost.

4. I am looking forward to hearing from you at your convenience.

14 mars 1964

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

MAR 18 1964

ACTION

N° 190/BCE/64

CABINET

BUREAU DE COORDINATION
ECONOMIQUEProgramme de la F.A.O.
pour 1964

TO	1	Brooks 227
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

A Monsieur James R. Brooks
Chef Adjoint des Opérations civiles
des Nations Unies au CongoLéopoldville

Monsieur le Chef Adjoint des Opérations civiles,

Nous référant à votre lettre CIVOPS 117/64 du 21 janvier 1964, nous avons l'honneur de vous signaler que M. le Premier Ministre a donné son accord pour le programme révisé et le budget ajusté des services consultatifs, d'exécution et de formation en matière d'agriculture (projet 01-15) qui a été préparé par le Conseiller principal de la F.A.O. à Léopoldville, en coopération avec le Ministre de l'Agriculture et a été approuvé par ce dernier.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef adjoint des Opérations civiles, l'expression de notre considération très distinguée.

DIRECTION
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUEP. Tona-Masasa A. Suocar
Directeur-Assistant Directeur a.i.



CABINET
DU PREMIER MINISTRE

BUREAU DE COORDINATION
ECONOMIQUE

Objet :

Programme de la F.A.O.
pour 1964

MAR 18 1964

ACTION

N° 190/BCE/64

/CAB/P.M./

TO:	Brooks
1	
3	
<input type="checkbox"/> Action Completed	
<input type="checkbox"/> Action Wedged	
<input checked="" type="checkbox"/> No Action Required	
IN	AS

A Monsieur James R. Brooks
Chef Adjoint des Opérations civiles
des Nations Unies au Congo

Léopoldville

Monsieur le Chef Adjoint des Opérations civiles,

Nous référant à votre lettre CIVOPS 117/64 du 21 janvier 1964, nous avons l'honneur de vous signaler que M. le Premier Ministre a donné son accord pour le programme révisé et le budget ajusté des services consultatifs, d'exécution et de formation en matière d'agriculture (projet 01-15) qui a été préparé par le Conseiller principal de la F.A.O. à Léopoldville, en coopération avec le Ministre de l'Agriculture et a été approuvé par ce dernier.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef adjoint des Opérations civiles, l'expression de notre considération très distinguée.

DIRECTION
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

P. Tona-Masesa
Directeur-Assistant

A. Succar
Directeur a.i.

CIVOPS 117/64

Le 21 janvier 1964

Destinataire : Monsieur A. Buccar, Directeur par intérim du Bureau
de la Coordination économique.

Origine : J. Brooks, Chef adjoint des opérations civiles

Objet : Programme de la FAO pour 1964

Je me réfère au Programme d'assistance technique pour l'année 1964/1965 que le Gouvernement congolais a soumis aux Nations Unies en septembre 1963, ainsi qu' au Programme et Budget relatif aux services consultatifs, d'exécution et de formation en matière d'agriculture (projet OL-15), qui figure à la première page de ce document.

Le Ministre de l'agriculture et Monsieur Chaturvedi, Conseiller principal de la FAO à Léopoldville, ont révisé le budget présenté par le Gouvernement et l'ont ajusté au montant des fonds disponibles, soit 562 500 dollars fournis par le Gouvernement congolais à titre de trust funds affectés à l'exécution du programme, plus 75 000 dollars avancés au titre du Programme élargi d'assistance technique.

Je vous remets ci-joint cinq copies du budget révisé, et vous prie de bien vouloir m'informer dès que le Gouvernement congolais l'aura officiellement approuvé. Au reçu d'une réponse affirmative de votre part, le document ci-joint sera adopté en tant que Budget révisé pour 1964, concernant les services consultatifs, d'exécution et de formation en matière d'agriculture.

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
Cwally	

01-15
ECO 140ECA
MAR 13 1964
ACTION.

TO:	Mr. Brooks
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	- Action Completed
<input type="checkbox"/>	- Acknowledged
<input type="checkbox"/>	- No Action Required
IN F.A.S.	

16 FFF ADDIS 15 13 1300Z

ETAT

ONUC LEO -

M797 BROOKS DALTON ECA CONGO TRIP POSTPONED
UNTIL MIDMAY LETTER FOLLOWS
DALTON

cc: Mr. Lawrence



F. 13.3.64. 1359Z LAR

RECEIVED
ONUC

MAR 13 1964

01-15

Ref: Civops 448/64

13 March 1964

To: Mr. A.C. Janssen
Chief, FAO Mission

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Extraordinary Budget - Ministry of Agriculture

Referring to your memorandum of 9 March 1964 on the above subject, I should be grateful if you would send me two copies of the justification for the projects listed in the attachment to your memo.

01-15

Ref: Civops 441/64

12 March 1964

To: Mr. H. Pichler
Controller, Civops Funds

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: FAO Project 1964

As you know, project no. 01-15, Agricultural Advisory, Operational and Training Services, has been amended and we are awaiting approval from the Prime Minister's office for the substitution of the amended project for the project contained in the Technical Assistance programme as published in September 1963.

.... Mr. Janssen sent me the attached memorandum in which he has revised the Congolese franc requirements for this programme. Will you kindly examine this and advise Mr. Janssen. Since the amount of \$365,000 in Congolese francs is less than the amount shown in the budget submitted to the Prime Minister, I assume that we will not have to resubmit the project to the Prime Minister.

cc: Mr. Janssen

01-15

EF/JO

FIN 100(1-1)

SF-114/64

11 March 1964

01-15

T 540/2

Dear Mr. Weisl,

.....

Pursuant to the United Nations Controller's request, we are submitting herewith, in duplicate, sub-allotments for 1964 programs administered by you for the period 1 January - 30 June 1964.

In the light of the exchange of correspondence between you and the Controller's Office, we established a zero allotment for all posts covered by the "FAO-held-in-trust" (\$562,500).

Sub-allotments to cover posts, which are vacant and are shown under "Other Services" will be issued only if funds become available.

In order to enable us to complete the information on the utilization of the hard currency resources, it is suggested that you forward to us quarterly (instead of monthly as has been done formerly), a detailed statement indicating all obligations and expenditures incurred during the period in question broken down by object of expenditure:

- (a) Export costs (indicate separately salary, travel, dependency allowance, education grant, etc.)
- (b) Fellowships (indicate separately duration, approximate cost, HOD Number)
- (c) Equipment (copy of supplier invoices)
- (d) Operational costs

The final year-end statement should contain all relevant information for submission to the Government.

Mr. Frank Weisl
 Director of Administration
 Food and Agriculture Organization
 Viale delle Terme di Caracalla
 00187

.../

In accordance with the Controller's instructions, we shall charge to you by IOF all hard currency expenditures incurred on behalf of you for incorporation in your accounts.

With the concurrence of the United Nations Controller all local expenses are fully accountable by project, in Leopoldville by the ONUC Finance Division.

This supersedes the previous instructions issued by United Nations Headquarters on this subject. The final clearance payment certificates, which are forwarded to you by the Chief of Mission upon departure of the expert, contain all information requested in the last paragraph of your memorandum WFP/ST.F.104 to Mr. Kien dated 18 February 1964.

Yours sincerely,

R. F. Garcia-Tafall
Chief of Civilian Operations

cc: Mr. F. Kien,
Chief,
Accounts Division,
New York Headquarters.

CivOps 431/64

11 March 1964

Dear Dr. Chaturvedi,

Thankyou very much for your good wishes contained in your farewell letter.

I regret that the time of our working together has been very short but I know that your contribution to the rehabilitation of the Congolese agriculture has been most excellent.

I wish Mrs. Chaturvedi and yourself all the best in your new endeavours.

With best regards,

Yours sincerely,

B.F. Osorio-Tafall

Dr. M.D. Chaturvedi
Chief of FAO
ONUC

10 March 1964

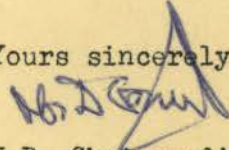
My dear Mr. B. K. Tapal 214

I am handing over charge of the F.A.O. Mission to my successor
Mr. A.C. Janssen on March 14, 1964.

I would like to take this opportunity to express my gratitude
for the cooperation you have extended to me in carrying out my duties
as the Chief of the Mission and earnestly hope you will do the same
to my successor: Mr. A.C. Janssen.

Wishing you the best of luck,

Yours sincerely,


M.D. Chaturvedi.

01215
Mr. A. Succar, Director a.i.
Bureau of Economic Co-ordination

.... Attached for your information is
correspondence concerning an
offer of a Company in Uganda to
assist the Congo in the marketing
of coffee and tea.

10 March 1964

James R. Brooks



MAR 7 - 1964

INTER-OFFICE MEMORANDUM

ACTION

6 March 1964

TO: Mr. J.R. Brooks, Deputy Chief Civilian Operations
FROM: P.J. Visser, FAO Expert *P.J. Visser*
SUBJECT: Offer of coffee exporter - Your Ref. CivOps 200/64

TO:	<i>Brooks</i>
1	
2	
3	
Completed	
<input type="checkbox"/> - Action wedged	
<input type="checkbox"/> - No Action Required	
INITIALS	

Concerning the question of Messrs A. Baumann and Company Ltd. at Kampala to be appointed as sole marketing agent for Congo Coffee and Congo Tea from the provinces adjoining the Uganda border, we come to the following conclusions:

1. The OCR (Office Café Robusta) has to treat all the Robusta coffee from the purchase of the green un-assorted coffee to the exportation of the assorted coffee in various qualities.
2. Arabica coffee and tea should follow the normal way via the OPAK (Office Produits Agricoles du Kivu).
3. We can take it, that Uganda should like to normalize the way through which the Congolese coffee and tea could enter fraudulently. The coffee and tea are treated again in Kampala and are sold as Uganda produce, and consequently becomes a competitor of the Congo coffee and tea exported in the normal way.
4. The company in question also likes to import in the Congo. The eastern provinces have issued barter licenses (illegally), and the company in question likes to take advantage of this situation.
5. Further we should note that an office de Commercialisation is in state of establishment. This office will centralize all exports of Congolese produce.

Besides it is not likely that the Government will provide a foreign company with a monopoly for the purchase of coffee and tea in the Congo.

As the company in question should pay in foreign currency, this should come for good to the Congo. This action should decrease the fraudulent exportation, to a certain amount, but will not prevent it.

Besides there is a new regulation in action, by which the coffee, exported from the Kivu, should be accompanied by a certificate of quality issued by the OCR in Léopoldville. For this reason, all the samples of exportable lots of coffee should be sent to the OCR in Léopoldville for examination. This regulation has to prevent the smuggle of coffee. Besides this smuggle has become less attractive after the devaluation of the Congolese franc. By which comes the fact that at the moment for each ton of coffee sold in Uganda E.A. Sh. 120/- must be paid, in stead of Sh. 100/- before. This measure has been taken owing to the high world market price of coffee. The surplus of Sh. 20/- is paid to a reserve fund.

These new measures, added to the risks which brings this smuggle are likely to result in a decrease of unauthorized export.

Ref: Civops 200/64

5 February 1964

To: Mr. M.D. Chaturvedi
Chief, FAO Mission

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Offer of coffee exporting

For your information and for whatever action you wish to take with the Ministry of Agriculture, I am sending you herewith copies of two letters received by Mr. Anand before his departure, concerning the exportation of coffee from the Congo.

HP/SC

01-15

OF-123/64

10 March 1964

TO : Mr. T. de Candia, Chief Finance Officer
FROM : H. Pichler, Administrative Officer, Congo Fund
SUBJECT : Advance Payment to E.D.P.A. (Project 01-07 -
account 613-03)

1. With reference to my memorandum OF-1366/63 dated 28 October 1963, I am enclosing herewith a detailed and certified statement of expenses justifying the advance of \$1,300 granted in 1961 to E.D.P.A. for the purchase of training equipment.

2. We should be grateful if you would clear the amount of \$ 282.10 from account 613-03 on the strength of the "tat des depenses" submitted by E.D.P.A. dated 18 February 1964, and charge to project 01-15.

cc: Mr. Martin, Chief, Internal Audit.
Mr. Chaturvedi, Chief, P.A.O. Mission.

Ref: Civops 428/64

10 March 1964

To: Mr. John Dalton, Chief
Agriculture Development and Production Section
Economic Commission for Africa

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

In connexion with your forthcoming trip to the Congo
... and further to my memorandum of 6 March 1964, attached is
a copy of a letter sent by the Minister of Plan,
Mr. Kamitatu, to various ministries requesting their
co-operation towards the success of your study.

2nd copy

01-15

ACJ/apo

cc. Mr. James R. Brooks, ONUC, Léo ✓
Miss J.M. Fairley, FAO, Rome
file
chrono

10 March 1964 10 1964

Mr. B.F. Osorio Tafall, Chief Civilian Operations
A.C. Janssen, FAO Mission
FAO Trust Fund 104 - Congolese franc requirements

ACTION

etad
ed
quired

... I am attaching for your information revised budget sheets 1 and 2 showing expenditures under FAO trust fund 104 in U.S. dollars and Congolese francs (dollar equivalent).

The estimates take into account recent changes in conditions of service for experts working in the Congo. As a result of these changes and certain other adjustments (e.g. in maintenance costs for vehicles) the total amount payable in Congolese francs in 1964 has been reduced from \$ 598,000 (as shown in budget transmitted by Mr. Chaturvedi on 31 December 1963) to \$ 359,600. On the other hand, local costs of training centers may well have been somewhat underestimated in view of recent increases in the cost of living, and it would, therefore, be prudent to allow an additional amount of say \$ 6,000 for contingencies. This would bring total Congolese franc requirements for 1964 to the equivalent of \$ 365,000 (Cfr. 54,750,000).

I understand all Congolese franc disbursements are handled through your office. Please let me know if you require any further information.

Copy a Attachment of other copy.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

MAR 10 1964

ACTION

INTER-OFFICE MEMORANDUM

9 March 1964

TO:	Osorio Tafall
2	Brooks 222
3	
<input type="checkbox"/> - Answered	
<input type="checkbox"/> - No Action Required	
IN T/A S.	

TO: Mr. B.F. Osorio Tafall, Chief Civilian Operations
FROM: A.C. Janssen, FAO Mission
SUBJECT: Agricultural Projects for Extraordinary Investment Budget

J.B. We should request copies

I am attaching for your information a check list of projects submitted by the Central Ministry of Agriculture for financing under the 1964 Extraordinary Investment Budget. A detailed justification for each of the projects was transmitted to the Ministry of the Plan on March 3 with copy to the Ministry of Finance.

Costings are in 1959 francs and will need to be adjusted to current prices.

A second set of proposals will be forwarded in the course of the week.

cc. Mr. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

9 March 1964

Check List of Projects Submitted by Central Ministry of Agriculture
for Financing under Extraordinary Investment Budget 1964

(First Series)

		Estimated Expenditure in Francs 1959	
		Payable in	
		Foreign Currency	Local Currency
<u>Category 1: Projects for continuing</u>			
<u>activities in progress or completing</u>			
<u>work already started</u>			
1.1. Completion of Katobo barrage	58,000,000		30,000,000
1.2. Development of Lugumba Valley	26,000,000		4,700,000
1.3. Development of Lufira Valley	6,336,500		---
1.4. Extension of Ndjili vegetable growing scheme (near Leopoldville)	714,500		6,430,500
1.5. Marketing scheme for fisheries products from Lake Albert	255,750		75,000
1.6. Tea factories Kivu	40,000,000		20,000,000
<u>Category 2: Establishment of pilot</u>			
<u>schemes</u>			
2.1. Establishment of three fisheries pilot centres	4,395,000		10,350,000
2.2. Rehabilitation of banana production in Mayombe - Subsidies to producers (in francs end 1963)	---		6,000,000
2.3. Establishment of pilot rubber plantation in Lake Leopold II province	4,090,000		44,560,000
2.4. Establishment of pilot cocoa plantation in Moyen-Congo	4,090,000		44,560,000~
Subtotal	143,881,750		166,675,500
GRAND TOTAL	310,557,250		

01-15

9 March 1964.

TO: Mr. M.D. Chaturvedi, Chief FAO Mission
FROM: Jacques Schoellkopf, Chief of Civilian Personnel
SUBJECT: Mr. Peter Foster

.....

Enclosed please find letter of agreement from Bureau of Economic Coordination concerning the candidature of Mr. Peter Foster for the post of "Conseiller général en Agriculture" under FAO project 01-15 (Funds-in-Trust).

As already discussed with you, it would be most appreciated if you would obtain the approval of FAO, Rome for Mr. Foster's appointment to be effective 1 January 1964.

As soon as you communicate to us the agreement of FAO, we will take up with Hq. NY. the matter of his transfer to FAO's payroll.

cc: Mr. J.R. Brooks

222
INFO. COPY

Action To.....
File No.

MAR 10 1964

08-118/64

9 March 1964

TO : Mr. J. Schoellkopf, Chief of Civilian Operations
FROM : H. Pichler, Administrative Officer, Congo Fund
SUBJECT : Hiring of four livestock technicians for Centre
Moyage de Nakonde - Project 01-15

1. Please refer to copy of enclosed memorandum from the Chief, F.A.O. Mission, dated 25 February 1964.

2. Complying with Mr. Chaturvedi's request, I should be grateful if you would hire the following four Congolese nationals as livestock technicians:

Kalumba,	Hector
Kilezi,	Rene
Lunianga,	Francois
Mwasa,	Simon

These four fellows as students at the Centre obtained high marks.

3. It is suggested that their starting base salary should be C.Fra. 6,500 a month plus transportation allowance, effective 1 March 1964.

4. We certify that sufficient funds (local currency) are available under project 01-15 to cover the salaries of the four technicians.

5. It is suggested that the account 664-03 held in trust, be charged with the salaries of the four technicians.

cc: Mr. Chaturvedi
Mr. de Candia.

01-15
ACJ/apo

cc. file
 chrono
 Mr. Janssen (2)

9 March 1964

Mr. B.F. Osorio Tafall, Chief Civilian Operations
A.C. Janssen, FAO Mission
Agricultural Projects for Extraordinary Investment
Budget

... I am attaching for your information a check list of projects submitted by the Central Ministry of Agriculture for financing under the 1964 Extraordinary Investment Budget. A detailed justification for each of the projects was transmitted to the Ministry of the Plan on March 3 with copy to the Ministry of Finance.

Costings are in 1959 francs and will need to be adjusted to current prices.

A second set of proposals will be forwarded in the course of the week.

cc. Mr. Brooks, Deputy Chief
 Civilian Operations

✓ 222
INFO. COPY

Action
File No.
MAR 10 1964	

9 March 1964

Check List of Projects Submitted by Central Ministry of Agriculture
for Financing under Extraordinary Investment Budget 1964

(First Series)

		Estimated Expenditure in Francs 1959	
		Payable in	
		Foreign Currency	Local Currency
<u>Category 1: Projects for continuing activities in progress or completing work already started</u>			
1.1. Completion of Katobo barrage	58,000,000		30,000,000
1.2. Development of Lugumba Valley	26,000,000		4,700,000
1.3. Development of Lufira Valley	6,336,500		---
1.4. Extension of Ndjili vegetable growing scheme (near Leopoldville)	714,500		6,430,500
1.5. Marketing scheme for fisheries products from Lake Albert	255,750		75,000
1.6. Tea factories Kivu	40,000,000		20,000,000
<u>Category 2: Establishment of pilot schemes</u>			
2.1. Establishment of three fisheries pilot centres	4,395,000		10,350,000
2.2. Rehabilitation of banana production in Mayombe - Subsidies to producers (in francs end 1963)	---		6,000,000
2.3. Establishment of pilot rubber plantation in Lake Leopold II province	4,090,000		44,560,000
2.4. Establishment of pilot cocoa plantation in Moyen-Congo	4,090,000		44,560,000
Subtotal	143,881,750		166,675,500
GRAND TOTAL	310,557,250		

Léopoldville, le 7 mars 1964

P.D. IND/282/43

à Messieurs les Ministres des Finances
Agriculture
Commerce Extérieur
Economie Nationale
Affaires Sociales
Classes Moyennes

à Monsieur le Président du Conseil Monétaire

à Monsieur le Directeur de la F.E.C.

à Monsieur le Directeur du B.C.E.

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur,

Comme vous le savez il est d'usage que les Commissions Economiques (pour l'Europe - pour le Sud-Ouest Asiatique - pour l'Amérique Latine) préparent une étude généralement connue sous le nom "Economic Survey".

Il semble que la Commission Economique pour l'Afrique qui était un peu en retard dans ce domaine compte entreprendre également ce travail. A cet effet elle a chargé Mr. DALTON de faire le tour de tous les pays africains pour recueillir le maximum de renseignements.

Vous comprendrez l'importance de ce problème pour ce qui concerne le Congo, et en conséquence vous ne manquerez pas de mettre à la disposition de Mr. Dalton tous les éléments reflétant la véritable situation économique et sociale du Congo, que vous détiendrez en votre possession.

Sauf imprévu, Mr. Dalton sera parmi nous fin mars et il y restera probablement jusqu'au 16 avril. Vous serez ultérieurement informés de la date de la réunion de prise de contact qui se tiendra au Ministère du Plan dès son arrivée. Ensuite Mr. Dalton s'entretiendra personnellement avec chacun des divers départements susceptibles de lui fournir la documentation qu'il souhaite.

Je vous demande donc de bien vouloir prier vos services de réunir chacun en ce qui le concerne une documentation aussi complète que possible que vous remettrez à Mr. Dalton au moment de sa visite à votre département.

D'avance je vous en remercie.

LE MINISTRE

C. KAMITATU

Ref: Civops 411/64

6 March 1964

To: Mr. John Dalton, Chief
Agriculture Development and Production Section
Economic Commission for Africa

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Your visit to the Congo

In connexion with your forthcoming visit to the Congo, I am pleased to send you herewith a copy of a letter received from Mr. Cléophas Kamitatu, Minister of Plan and Industrial Development, in which he assures us of Government co-operation for your visit.

Please be assured that we are looking forward to your arrival and are prepared to make every effort to make your trip a success.

C. KAMILLATO

LE MINISTRE

Je vous prie de croire, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, à l'expression de ma considération très distinguée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, à l'expression de ma considération très distinguée.

Faisant suite à la conversation téléphonique que vous avez eue ce matin avec Monsieur Laverne, je me permets de vous adresser ci-joint le rapport de M. DALLON qui se propose de faire une tournée en Afrique et être de passage au Congo du 25 mars au 16 avril 1964.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Monsieur J. BROOKS
Chef Adjoint des Opérations
Civiles de l'ONUC
TROMBOLITE

P.D.IND/282 31

6 mars 1964